



Paris, le 04 août 2010

Communiqué

Razzy Hammadi, Secrétaire National aux Services Publics

Michel Sapin, Secrétaire national à l'économie

Electricité : les tarifs continuent de s'envoler

En plein cœur de l'été, le gouvernement décide d'une nouvelle mesure défavorable à l'évolution du pouvoir d'achat.

Une hausse des tarifs de 3,4% en moyenne vient d'être annoncée et s'appliquera dès le 15 août prochain. Ce renchérissement de l'électricité va toucher plus de 28 millions de nos concitoyens et 4 millions d'entreprises, soit près de 94% des consommateurs français.

Mauvaise nouvelle au moment où ceux-ci vivent déjà une crise aiguë du pouvoir d'achat, et où la consommation, principal moteur de la croissance, plonge.

Pour nos concitoyens, cette hausse se conjugue aux augmentations substantielles du prix du gaz, de 15% au total cette année. La flambée des prix attendue de la loi NOME rendra encore plus critique cette situation – la Commission de Régulation de l'Energie annonce déjà des hausses de 12% pour 2010 et 3,5% pour les années suivantes. Cette nouvelle augmentation des tarifs détériorera encore plus le pouvoir d'achat des Français, pourtant déjà fortement affecté par l'explosion du chômage et la stagnation des salaires, et aggravera la précarité énergétique qui touche un nombre croissant de ménages.

Au delà de cette annonce, le parti Socialiste ne peut accepter l'argumentation qui l'accompagne.

La justification de cette hausse au motif que l'électricité des Français est l'une des moins chères d'Europe n'est pas recevable. Cette tarification résulte d'un choix assumé par les Français, celui du nucléaire. Mais cette acceptation des risques nucléaires par les Français ne vaut que par la maîtrise de nos coûts énergétiques. Et malgré le discours du gouvernement, rien n'indique que cette augmentation contribuera aux investissements nécessaires à la pérennité d'EDF. Au contraire, cette dernière nous a habitué à privilégier la rentabilité à court terme – au prix d'expérimentations hasardeuses, à l'exemple du fiasco de sa campagne américaine – et le bien être de ses actionnaires – pour lesquels le dividende a augmenté de 55% chaque année entre 2004 et 2008.

Le Parti Socialiste appelle à la mise en place d'une tarification juste et responsable de l'énergie, qui prenne en compte les enjeux environnementaux, industriels et sociaux.